



## **POUR DES AUGMENTATIONS IMMÉDIATES ET GÉNÉRALES DES TRAITEMENTS ET DES SALAIRES**

**DANS L'ACTION  
LE 27 JANVIER 2022**

**A** lors que l'inflation a repris à un rythme plus soutenu et que le gel de la valeur du point d'indice depuis des années a déjà produit des ravages sur le pouvoir d'achat des agentes et des agents de la Fonction publique, le pouvoir exécutif a annoncé sa volonté de ne procéder à aucune augmentation générale des traitements et des salaires avant l'élection présidentielle.

Alors que l'ensemble des organisations syndicales revendique pourtant la revalorisation du point d'indice et des mesures transversales, cette position en dit long sur le refus de négocier de ce Gouvernement.

Elle met également en lumière leur hypocrisie : certes les discours flatteurs laudateurs envers les personnels continuent d'être ressassés mais, pour une véritable reconnaissance, on repassera.

**Cette situation est totalement inacceptable.**

Les organisations CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires des trois versants de la Fonction publique ne céderont en rien sur leurs légitimes revendications en matière de rémunération.

Plus globalement, elles continuent d'agir en faveur de la défense des missions publiques, de l'amélioration des conditions de travail, pour davantage d'emplois pour le service public.

C'est pourquoi, elles appellent l'ensemble des agentes et des agents de la Fonction publique à participer à la journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle du 27 janvier.

En refusant toute réelle négociation, ce sont bien les employeurs publics et au premier chef le gouvernement qui portent l'entière responsabilité du blocage actuel.

### **Pour:**

- >>> Le dégel du point d'indice ;**
- >>> De fortes et immédiates augmentations générales ;**
- >>> L'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;**
- >>> Le rattrapage des pertes intervenues les années antérieures ;**
- >>> La revalorisation des pensions ;**
- >>> Les moyens du service public.**

Le contexte sanitaire est toujours marqué par l'épidémie de Covid-19, il se traduit également par des inquiétudes et des attentes fortes sur le plan économique et social. Alors que l'inflation reste particulièrement soutenue, notamment sur des postes de dépenses comme l'énergie, l'alimentation ou les transports, que les cours de bourse semblent insensibles aux turbulences sanitaires et se maintiennent à des niveaux historiquement élevés ; alors que le gouvernement, une nouvelle fois, s'en est tenu à l'augmentation à minima du SMIC, et a maintenu le gel du point d'indice dans la Fonction publique, nous considérons urgent que soient revalorisés les salaires, dans le cadre des négociations collectives de branches et d'entreprises et dans le secteur public.

## **MANIFESTATION devant la préfecture de Guéret à 10h30**